

A la une

Séminaire Tunis Re: La couverture des risques de guerre et assimilés dans l'assurance Maritime



19/09/2023

Tunis Re a organisé le 19 Septembre 2023 un séminaire sur le thème: « La couverture des risques de guerre et assimilés dans l'assurance Maritime » à l'hôtel Four Seasons, Gammarth – Tunis.

Les travaux dudit séminaire ont été animés par des éminents experts en la matière à savoir M. Faouzi Smaoui Expert en Assurance maritime Tunisien, M. Mourad El Aroui Directeur central **Tunis Re**, Mme Latifa Sfaxi Directeur Contentieux et Assurances **à l'Offices des Céréales**, M. Jean-Luc ANSELMi Responsable de la Souscription du **GAREX** dans le domaine Facultés et Mme Būsra DURGUT collaboratrice au GAREX.

Le thème retenu pour ce séminaire est d'actualité et d'une importance capitale pour le transport maritime, mais également pour l'économie de notre pays qui dépend beaucoup sur les importation: surtout pour les matières premières et les produits de base.



Catastrophes naturelles: Que prévoit l'assurance en **Tunisie ?**

P.04

Tunisie :Fitch Ratings prévoit une baisse du déficit budgétaire à 5,8% du PIB en 2023

P.05

MENA reinsurers expected to grow on the back of increasing product offerings in primary markets

P.09

Egypt's Sharm El Shaikh hosts 33 countries in **5th Sharm Rendezvous insurance** forum

P.10

Rising climate risk calls for industry and government collaboration: **Moody's**

P.11

En fait, le transport maritime est la pierre angulaire du commerce international et de l'économie mondiale. On sait que Environ 80 % du commerce mondial en volume et plus de 70 % en valeur sont acheminés par mer et pris en charge par les ports du monde entier.

P.03

SOMMAIRE

Séminaire Tunis Re: La couverture des risques de guerre et assimilés dans l'assurance Maritime	03
Catastrophes naturelles : Que prévoit l'assurance en Tunisie ?	04
Tunisie :Fitch Ratings prévoit une baisse du déficit budgétaire à %5,8 du PIB en 2023	05
Marché financier : Réduction des délais de dénouement des transactions boursières de J3+ à J2+ à partir du 2 octobre	05
Séisme d'Al Haouz: L'ACAPS contribue à hauteur de 10 millions de dirhams au fonds spécial	06
Bank ABC pledges 2\$mIn funds for Libya flood victims	06
Algeria:Insurers make several proposals to push market growth	07
Freddy Tchala, nouveau directeur général d'Activa Cameroun	08

Uganda's insurance sector defies odds to continue with growth trajectory	08
Partenariat entre l'IFAGE et l'institut ouest-africain des assurances	08
MENA reinsurers expected to grow on the back of increasing product offerings in primary markets	09
General Authority for Health Insurance, Insurance Federation of Egypt sign cooperation protocol	09
Egypt's Sharm El Shaikh hosts 33 countries in 5th Sharm Rendezvous insurance forum	10
Dubai International Financial Centre on track for %20 insurance sector growth	10
Rising climate risk calls for industry and government collaboration: Moody's	11
Who picked up the tab in Monte Carlo this year?	12

TUNISIE

Séminaire Tunis Re: La couverture des risques de guerre et assimilés dans l'assurance Maritime
19/09/2023

Tunis Re a organisé le 19 Septembre 2023 un séminaire sur le thème: « La couverture des risques de guerre et assimilés dans l'assurance Maritime» à l'hôtel Four Seasons, Gammarth – Tunis.

Les travaux dudit séminaire ont été animés par des éminents experts en la matière à savoir M. Faouzi Smaoui Expert en Assurance maritime Tunisien, M. Mourad El Aroui Directeur central **Tunis Re**, Mme Latifa Sfaxi Directeur Contentieux et Assurances à **l'Offices des Céréales**, M. Jean-Luc ANSELMI Responsable de la Souscription du **GAREX** dans le domaine Facultés et Mme Büsra DURGUT collaboratrice au GAREX.

Le thème retenu pour ce séminaire est d'actualité et d'une importance capitale pour le transport maritime, mais également pour l'économie de notre pays qui dépend beaucoup sur les importations surtout pour les matières premières et les produits de base.

En fait, le transport maritime est la pierre angulaire du commerce international et de l'économie mondiale. On sait que Environ 80 % du commerce mondial en volume et plus de 70 % en valeur sont acheminés par mer et pris en charge par les ports du monde entier. Bien évidemment cette proportion est encore plus élevée dans la plupart des pays en développement.

En Tunisie, par exemple, 98% des échanges extérieurs du pays s'effectuent par voie maritime à travers les 7 ports de commerce. Sauf que Nous opérons dans un environnement politico-économique mondial de plus en plus instable et cette situation a été accentuée avec le conflit Russo-ukrainien qui a eu un effet négatif sur l'activité des ports de la mer Noire et des ports de l'est de la Méditerranée.

La mer Noire a partiellement basculé en zone de guerre et on est passé en une nuit d'une zone de paix, sans déclaration préalable, à une zone de guerre. Ce conflit est d'autant plus dommageable qu'il touchait une grande région productrice et exportatrice de matières premières, notamment agricoles et on va voir tout à l'heure un retour d'expérience de l'office des céréales et les problèmes, ou disons les difficultés rencontrées, lors de l'importation des céréales depuis l'Ukraine avant la mise en place de l'accord du grain corridor.

En fait, Dès le début de conflit, les assureurs/réassureurs ont choisi d'opter pour une attitude prudente et ont ainsi revu leurs conditions de couverture. Certains assureurs ont préféré purement et simplement se retirer du marché et ont décidé de suspendre leurs opérations dans les pays concernés par le conflit. D'autres acteurs du marché, à l'inverse, ont accepté de poursuivre leurs activités de couvrir des expéditions en mer Noire et en mer d'Azov mais à des prix jamais vus pour la région. Ainsi, les prix de la couverture contre les risques de guerre ont été multipliés par dix en l'espace de deux semaines en raison du classement au niveau maximal du risque en mer d'Azov qui a basculé au même niveau de risque que le Mali, la Syrie ou encore le Nigéria.



Catastrophes naturelles : Que prévoit l'assurance en Tunisie ?

19/09/2023

Ces derniers jours, l'intérêt des gens pour les informations météorologiques est de plus en plus important. Plusieurs personnes parlent de dépassement de 400 mm de pluie dans certaines régions. L'expérience a montré que dans les cas d'inondations et d'incendies, qui restent les risques le plus importants en Tunisie, on pense directement aux assurances. Même si ces prévisions restent infondées et exagérées, l'augmentation dans la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles comme les inondations dans la ville de Derna en Libye en Grèce et les séismes au Sud du Maroc et en Turquie laisse penser à l'importance des assurances dans le contexte de l'augmentation des phénomènes naturels extrêmes.

Quelles sont les solutions proposées par l'assurance et qu'en est-il de la situation en Tunisie? Que prévoit l'assurance surtout que les catastrophes naturelles causent non seulement des pertes humaines, mais aussi des dégâts matériels importants (voitures, habitations, agriculture...)?

Dans son dossier réalisé en 2018 et intitulé "Les catastrophes naturelles et les changements climatiques : les solutions assurantielles ? Cas de la Tunisie", Tunis Re a souligné qu'une catégorisation des risques naturels qui touchent la Tunisie permet de distinguer des risques comme les glissements de terrain, les tremblements de terre, les crues, les inondations l'érosion et la désertification, les orages de grêle, la foudre et la sécheresse et les incendies de forêts. Toutefois, la loi tunisienne ne prévoit pas l'obligation de l'assurance catastrophes

naturelles. En Tunisie seuls ceux ayant souscrit la garantie complémentaire contre les catastrophes naturelles ou forces de la nature sont remboursés.

Par exemple, une extension de "garantie inondation" peut être souscrite en complément d'un contrat incendie ou multirisque habitation pour les particuliers et multirisque entreprise pour les entreprises et les personnes morales.

Les assurés automobile ayant souscrit à l'extension de garantie forces de la nature accordée dans le cadre de la garantie dommages au véhicule sont également indemnisés.

Dans le secteur agricole, le Fonds d'indemnisation des dégâts agricoles causés par les catastrophes naturelles créé par la loi des finances 2018 vise à indemniser les agriculteurs ou les pêcheurs ayant subi des dégâts suite à des catastrophes naturelles.

Le Fonds assure l'indemnisation des dégâts agricoles suite aux calamités naturelles telles que les inondations, les tempêtes, les vents, la sécheresse, les chutes de neige et la gelée. Le taux de dédommagement destiné aux agriculteurs est dans la limite de 60% des dégâts au cas où ces derniers dépassent les 25%.

En effet, la mise en place d'un cadre réglementaire claire pour des assurances obligatoires contre les risques des catastrophes naturelles devient de plus en plus une nécessité. Cela pourrait aussi conforter les chiffres d'affaires des assureurs.

Tunisie : Fitch Ratings prévoit une baisse du déficit budgétaire à 5,8% du PIB en 2023

20/09/2023

L'Agence internationale de notation Fitch Ratings prévoit une baisse du déficit budgétaire de la Tunisie à 5,8 % du PIB en 2023, contre 6,9% en 2022, grâce à une rationalisation des charges salariales, aux mesures prises dans le domaine de la réforme fiscale et à l'amélioration des ressources de l'Etat. Dans une note publiée récemment, l'agence de notation souligne que, durant le 1er semestre 2023, la Tunisie est parvenue à réaliser un excédent budgétaire d'environ 58,8 millions de dinars (MD) (0,4 % du PIB), suite à une maîtrise des dépenses générales qui n'ont pas dépassé 38% des prévisions budgétaires pour l'année 2023, d'autant plus que les dépenses d'intervention sociales et de subvention n'ont pas dépassé 27% des prévisions de cette année, à cause, notamment, de la régression des prix internationaux et l'ajustement des prix de l'énergie, depuis novembre 2022.

Les coûts des subventions énergétiques et alimentaires, se sont stabilisés à environ 6 % du PIB en 2023, contre 8 % l'année dernière, estime Fitch, soulignant une stabilité des importations de l'énergie et des produits agricoles durant le 1er semestre 2023, par rapport à la même période de l'année précédente. Toujours selon Fitch Rating, l'excédent budgétaire ne doit toutefois pas être considéré comme stable car « certains coûts en rapport avec les subventions et certains transferts qui ont eu lieu durant le premier semestre 2023 n'ont pas encore été pris en compte dans les calculs budgétaires ». L'agence de notation a également souligné que l'accord conclu en août 2022 entre le gouvernement et l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a

permis de rationaliser les charges salariales dans le secteur public. L'accord est pris en compte dans les prévisions de Fitch selon lesquelles le déficit budgétaire baissera à 5,8 % en 2023, contre 6,9 % en 2022

Managers

Marché financier : Réduction des délais de dénouement des transactions boursières de J+3 à J+2 à partir du 2 octobre

19/09/2023

Le 2 octobre 2023 marque un tournant majeur dans l'univers financier tunisien, avec l'entrée en vigueur de la réduction des délais de dénouement des transactions boursières, passant de J+3 à J+2. Cette initiative, fruit de la collaboration entre le Conseil du Marché Financier, Tunisie Clearing et la Bourse de Tunis, promet de dynamiser le marché et d'harmoniser les pratiques locales avec les normes internationales. Bilel SAHNOUN, Directeur Général de la Bourse de Tunis, détaille les avantages et implications de cette transition vers des délais plus courts.

Répercussions sur l'Activité et le Dynamisme du Marché

La réduction du délai de règlement-livraison des titres de J+3 à J+2 comporte des avantages considérables pour tous les acteurs du marché financier tunisien. Tout d'abord, cette transition permettra de réduire les risques pour les vendeurs et les acheteurs. Au lieu d'attendre trois jours pour que les actions soient créditées sur le compte du vendeur et que l'acheteur dispose du produit de la vente, cela se fera désormais en seulement deux jours. Cette réduction du délai signifie que les vendeurs auront accès à leurs fonds plus rapidement, ce qui favorisera la possibilité de réinvestir, améliorant ainsi la liquidité sur le marché.

MAGHREB**Séisme d'Al Haouz: L'ACAPS contribue à hauteur de 10 millions de dirhams au fonds spéciaux****18/09/2023**

L'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) s'inscrit dans l'élan national de solidarité visant à atténuer les effets du séisme d'Al Haouz. Dans ce cadre, l'ACAPS apporte une contribution de 10 millions de dirhams au Fonds spécial numéro 126 pour la gestion des effets du tremblement de terre ayant touché le Maroc, créé sur Hautes instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu L'assiste.

Réaffirmant sa mobilisation totale à tous les efforts déployés par le Royaume pour pallier l'impact du séisme, l'Autorité a aussi lancé une caravane de solidarité interne ayant permis de collecter des dons en nature et en espèces au profit des victimes du séisme.

like to extend our heartfelt prayers and condolences to our dear colleagues, shareholders, clients, their families, and all those impacted by this devastating situation.

"In the face of this unfolding humanitarian crisis, we stand in solidarity with the people of Libya and hope that our contribution will help speed up rescue and relief efforts in the country. Bank ABC stands as a responsible corporate citizen across the world. It is our duty to respond promptly to such unforeseen disasters and to support the recovery and rebuilding process."

With a global footprint across 15 countries across five continents, Bank ABC is one of MENA's largest international banks offering innovative wholesale and retail banking services. It has been operating in Libya since 1989 and is committed to supporting the communities where it has presence.

**Libya: Bank ABC pledges \$2mln funds for Libya flood victim****17/09/2023**

The funds will be distributed to national and international relief efforts to support the rehabilitation efforts.

Sael Al Waary, Group Chief Executive Officer of Bank ABC, said: "The entire Bank ABC Group is deeply saddened by the tragic loss of life, and suffering caused by the catastrophic floods in Libya. I would

Algeria: Insurers make several proposals to push market growth

21/09/2023

EA lot of work has still to be done so that the insurance market in Algeria can reach its full potential, estimated at between \$5bn to \$8bn annually, higher than the current \$1bn, Mr Hassen Khelifati, CEO of Alliance Assurances, has said.

In an interview with the newspaper El Watan, he said that improvements would have to be made in branches such as motor, agriculture and min-credit insurance for more growth.

Motor insurance

Mr Khelifati said that although the motor branch represents almost 50% of the total insurance market, it has many problems. "Currently, we have the lowest car insurance premium rates in the world which do not reflect the true cost of accidents in the country," he added.

Motor third-party liability insurance, which is compulsory, costs an average of DZD2,100 (\$15.55) per year per vehicle in Algeria. A recent study shows that insurance companies collect much less premiums than they pay out in claims, with total claims surpassing premiums by 7.65 times. "The problem lies in the fact that someone with a car worth DZD800,000 pays as much in insurance premium as someone with a car worth DZD15, 20 or 30m," he pointed out.

There is therefore inequality and a lack of fairness between policyholders. This pricing problem must be resolved urgently, Mr Khelifati said.

He added, "Also, if we look at the figures, we see, for example, that personal insurance

represents less than 10% of the market. However, this percentage could be much higher with a more dynamic financial market."

Agricultural insurance

Commenting on agricultural insurance which accounts for less than 1.6% of the total insurance market in terms of premiums, Mr Khelifati said that a lot of changes are needed. "For example, we proposed to review the approach to agricultural insurance where the state would make this insurance compulsory for all stakeholders in the agricultural sector.

"Initially, the state would subsidise this insurance, offering subsidies of up to even 90%. With this model, in the event of a disaster, it is the insurers who would intervene first to compensate the farmers or agricultural operators who have thus participated to the tune of at least 10%. Ultimately, the state would gradually withdraw from this obligation."

Mr Khelifati also said that the National Microcredit Agency has granted a large number of loans, but there is no insurance for these loans to cover the risk the assets insured might suffer damages from fire or other losses. Insurers have proposed the creation of an insurance pool at the time of granting these loans, covering periods ranging from five to 10 years," he said.

Afrique

Financial Afrik

Freddy Tchala, nouveau directeur général d'Activa Cameroun

15/09/2023

Le Camerounais Freddy Tchala est depuis septembre 2023 le nouveau directeur général d'Activa Assurance Cameroun, filiale camerounaise du Groupe panafricain Activa présent dans 9 pays du continent. L'information est révélée par le concerné sur sa page LinkedIn. Le nouveau Country Manager d'Activa Cameroun engage une nouvelle carrière dans les assurance



Partenariat entre l'IFAGE et l'institut ouest-africain des assurances

21/09/2023

L'Institut Interafricain de Formation en Assurance (IFAGE), école sénégalaise privée, et l'institut ouest-africain des assurances (WAI), école inter-Etats basée en Gambie, ont noué un partenariat. Cette collaboration porte sur le lancement en janvier 2024 du premier master bilingue (anglais et français) en sciences actuarielles en Afrique.

Le partenariat public-privé permet aux étudiants africains de poursuivre leur formation à Dakar et de passer les examens internationaux de la Society of Actuaries (Etats-Unis) et de l'Institute and Faculties of Actuaries (Royaume-Uni).

L'accord officiel entre les deux institutions sera signé le 25 septembre 2023 à l'hôtel Novotel Dakar, Sénégal. Créé en 1978, WAI regroupe cinq pays anglophones de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à savoir le Nigéria, le Ghana, la Sierra Leone, le Libéria et la Gambie ainsi que la Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED).



Uganda's Insurance Sector Defies Odds to Continue With Growth Trajectory

14/09/2023

Uganda's insurance sector has continued with its growth trajectory to ensure premiums grow to shs898.10 billion representing a 16.5% growth to the half year results released on Thursday. Results for the same period last year indicated shs711.6 billion was recorded in gross written premiums. According to the half year results, at shs510.1 billion, non-life premiums shored up the growth trajectory.

The performance

According to the half year results, life insurance business generated Shs291 billion growing from shs 147.3 billion in in quarter one representing about 58% of the total shs501.6 billion premiums from life segment underwritten in 2022 . When compare with premiums from life generated in quarter two of the year 2022 which was at shs242.7 billion, there has been a 19.9% growth. During the same period, Health Membership Organisations generated shs27.3 billion growing from shs16.6 billion in quarter one representing about 71.3% of the total premiums underwritten by HMOs in 2022 .

Claims payouts

According to the IRA CEO, gross claims paid on account of both life and non-life (including HMOs) accounted for 37.6% of the total premiums registered in quarter two of the year 2023 which is an equivalent of shs311.3 billion. This however differs from the 43.7% of the total premiums registered in the second quarter of the previous year.

Outlook

The BOU forecast for inflation indicates between 6 to 10% from January to June 2023 with an average of 7.9% during the period.

According to IRA, whereas the reduction in inflation did not revert to the medium-term target of 5%, if sustained, it is likely to catalyze economic growth and demand for insurance.

MENA reinsurers expected to grow on the back of increasing product offerings in primary markets

20/09/2023

Prospects for the MENA reinsurance market may arise from growing product offerings in primary markets, namely in cyber and liability lines of business, according to a new AM Best report.

The Best's Market Segment Report, "MENA Reinsurers Report Topline Growth, Whilst Challenging Economic Conditions for Most Persist", says that there are also opportunities created by the commitments of the region's oil-exporting countries to reduce their dependence on petrochemicals and diversify their economies.

AM Best views the MENA region as having solid longer-term reinsurance growth potential," said Ms Emily Thompson, senior financial analyst, at AM Best.

Underwriting

Achieving consistently strong underwriting returns has been a historical challenge for MENA reinsurers, however, recent market conditions favour the region's reinsurers,

MENA reinsurers reported double-digit growth in gross written premium (GWP) at year-end 2022, citing favourable global reinsurance pricing trends, inflation, new business opportunities, and corrective action to rates and terms and conditions as the leading drivers.

General Authority for Health Insurance, Insurance Federation of Egypt sign cooperation protocol

19/09/2023

Egypt's General Authority for Health Insurance (GAHI) and the Insurance Federation of Egypt (IFE) have signed a cooperation protocol to improve the comprehensive health insurance system in Egypt. The protocol was signed by Mohamed Maait, Egypt's Minister of Finance and Chairperson of GAHI, and Alaa Al-Zoheiry, President of IFE, in the presence of Mai Farid, Acting Executive Director of GAHI.

The two parties agreed to establish a targeted operational model that will be gradually implemented in line with the comprehensive health insurance system. They also agreed to choose the companies that will provide insurance services to the beneficiaries within the comprehensive health insurance governorates, in an integrated manner, to ensure the quality of the services and the financial and actuarial balance of the system. In addition, the two parties agreed that the aforementioned companies will provide a strong network of healthcare service providers from those accredited in the private sector. They will also study the proposed solutions necessary to reduce the insurance cost borne by the parties contracting with insurance companies to cover the insured beneficiaries of these entities.

During the signing ceremony, Farid reviewed the ongoing preparations to launch the comprehensive health insurance system in the governorates of Suez, South Sinai, and Aswan, within the framework of implementing presidential directives.

Egypt's Sharm El Shaikh hosts 33 countries in 5th Sharm Rendezvous insurance forum

17/09/2023

Sharm El Shaikh city hosts the 5th edition of Sharm Rendezvous insurance forum, with the participation of 950 experts, from 33 different countries. The forum takes place from 17th to 19th September.

Under the theme: "insurance industry: stepping forward facing obstacles", The forum will tackle topics of key concern to the insurance industry in Egypt such as medical insurance, Egypt's Comprehensive Health Insurance Law, climate change and natural disasters. In the presence of giant insurance companies such as the Hanover Insurance Group and Scor Se.

The forum serves as platform for sharing experience between local and global insurance companies, with the participation of world's largest insurance companies such as Hanover Insurance Group and Scor Se, local press said quoting Chairperson of the Insurance Federation of Egypt (IFE), Alaa El-Zohairy.

Egypt records the third in insurance growth sector among its African counterparts, El-Zohairy pointed out.

Dubai International Financial Centre on track for 20% insurance sector growth

18/09/2023

Dubai continues to attract insurance industry giants as it aims to become a regional hub.

Dubai is attracting global insurance industry giants as it looks to become a regional and international hub for the sector.

Dubai International Financial Centre (DIFC) continues to steer the city's position as a global hub for the insurance and reinsurance industry.

Having granted several licences to insurance and reinsurance companies in recent months, the sector is on track for 20 per cent annual growth.

Dubai insurance sector

DIFC recently welcomed:

Hensley Wynne Furlonge Partners (Middle East), MNK Re, Optio Re MENA, Swan Insurance Management Agency, Waica Reinsurance (DIFC) and YOA Risk Services

They join preeminent industry names including AIG, Berkshire Hathaway, Zurich, Marsh, Aon and Willis to access the largest untapped market in the world through DIFC. The new joiners cover a broad range of insurance and reinsurance lines that will enable them to grow across the region.

These lines include transactional risk insurance within the M&A process, medical, personal accident, travel, property, engineering, liability and marine.

Additionally, supporting the Centre's vision to drive the future of finance, Virtual I Technologies, an InsurTech company from the DIFC Innovation Hub, has become the first InsurTech to upgrade and obtain a regulatory licence from the Dubai Financial Services Authority (DFSA).

Rising climate risk calls for industry and government collaboration: Moody's**21/09/2023**

In a recent report, Moody's has underscored the increasing physical climate risk and its implications for the insurance and reinsurance industries.

The report highlights that the rising frequency and severity of destructive weather events are driving up underwriting risk, adding a layer of complexity to risk management strategies.

One of the key findings of the report is that reinsurers are shifting more risk back to insurers to manage earnings volatility.

Reinsurers have taken steps to reduce their exposure to more frequent but individually less costly weather events, such as convective storms, flooding, and wildfires.

This shift has led primary insurers to retain more risk while adjusting pricing, modifying terms and conditions, or shedding business in regions where risk-adjusted returns cannot be met.

The data also reveals that primary insurers have retained a higher proportion of risk relative to their gross exposure since 2019. In contrast, many reinsurers have reduced their exposure to higher frequency risks, with some maintaining existing exposure. This difference in risk retention has been particularly pronounced in lower return periods, partly due to limited retrocession capacity, which has constrained reinsurers' ability to reduce their retained exposure significantly.

To address these challenges, (re)

insurers are increasingly turning to sophisticated data, modeling, and risk mitigation strategies. Some companies are incorporating the potential impacts of climate change into their strategic planning and stress testing.

Enhanced modeling based on higher quality data and catastrophe models that factor in climate change scenarios are expected to play a pivotal role in managing climate risk.

The report also suggests that shifting market dynamics may prompt increased governmental risk-sharing initiatives. A new equilibrium between risk and reward will likely necessitate collaboration between reinsurers, primary insurers, governments, corporations, and individuals to assess climate risk more effectively and develop robust adaptation and mitigation strategies.

This collaborative effort may involve a mix of public-private partnerships and government-sponsored insurance facilities to ensure that sufficient risk transfer capacity is available in high-risk areas.



Who picked up the tab in Monte Carlo this year?

20/09/2023

Historically, the reinsurance industry has picked up the tab at the Monte Carlo Rendez-Vous event, in a demonstration of the capacity providers' keenness to maintain the good relationships they have with cedents and hold onto shares in their renewal programs.

But, in 2023 after this year's Rendez-Vous event, analysts at JMP Securities have suggested that it may have been the insurers' side that picked up the tab, highlighting just how much the primary market needs access to reinsurance capital.

It's a great way of summarising the feeling at this year's meetings in Monte Carlo, where the reinsurance industry meets with a view towards beginning discussions that will now run to the end of year renewal season. In recent years, the primary carriers have held a lot of the cards, with ample reinsurance capital and an industry facing significant competition from the insurance-linked securities (ILS) market, all driving a competitive environment where reinsurers might be more keen to pick up the tab.

But, with reinsurance capacity still lower than it has historically been, but more importantly a new level of risk-aversion having spread across all reinsurance capital providers and a determination that returns can and will remain elevated by historical comparison, the willingness to pick up the tab may have shifted to the primary side.

The analysts from JMP Securities note that, on the insurer and broker side, a relatively flat renewal, in terms of reinsurance pricing, may be seen as a victory at the January 2024 contract signings. Availability of capital is not an issue and there is expected to be more coming in, but it does come with return expectations that are far elevated above previous years and that

is not expected to change in time for the January 2024 renewals.

"In broad strokes, all sides appear to be in relative agreement on the likely outcome. Reinsurers are pushing for further rate increases – at least enough to keep pace with inflation – but will be quick to note that they care more about terms and conditions than pricing, within reason (more on that below). Brokers/insurers acknowledged that it will likely be difficult to get pricing to come down and that flat would be viewed as a victory," the analysts explained.

They expect a particular focus around the upper-layers of reinsurance towers at the renewals, with top layer protection expected to be in demand.

Which is interesting, as this is where the highest levels of competition are also expected to be. Not least because of the catastrophe bond market operating at these layers.

But, if there is more demand at those higher layers as well, it could dampen the urgency in competition and help to sustain pricing and terms, even at the levels in towers where brokers say they will be pushing for a more acceptable outcome for their clients this year.

"The one comment we heard that summed up all you need to know was that while reinsurers historically picked up the tab in Monte Carlo, this year insurers were highlighting just how much they need their reinsurance partners and are trying to remain in their good graces," the JMP Securities team stated.

Carriers seem aware that the risk pricing landscape has now changed and that there is a desire not to see pricing soften back as fast as seen in previous years.

In fact, we'd say that this year's event was characterised by far more agreement, on reinsurance market conditions and expectations for the renewals, than perhaps ever before, which resulted in a far more productive feel to the event and much less of a clash in messaging at the various briefings held.